

l'a compris et l'a proclamé ouvertement en se réservant d'en retirer toutes les conséquences.

La grève générale s'est déroulée dans « le calme » et la soupape de sûreté (si l'on regarde l'apparence des choses), a bien fonctionné. Mais lorsqu'on examine les contradictions où s'est enfoncé le Front Populaire, nous trouverons l'indice d'une situation éternelle où la cassure s'annonce inexorablement. Les ouvriers ont conscience de leur force et aussi de la nouvelle phase où est entré le Front Populaire. Avant qu'il puissent en tirer des conséquences sérieuses il faudra peut-être attendre encore des événements. De toute façon, la bourgeoisie sent le danger. L'exécutoire de l'antifascisme ne suffit plus et des minorités d'ouvriers, tout au moins, se placent sur des rails de classe. C'est pourquoi l'orientation nouvelle du Front Populaire va tenter d'interdire les concentrations massives d'ouvriers pour diluer cette tension. Déjà, l'on accorde aux chômeurs de petites satisfactions; on décide de revoir les salaires les plus bas des fonctionnaires; on tentera peut-être de faire passer momentanément une décision arbitrale favorable aux ouvriers. Mais on défendra les manifestations revendicatives des ouvriers pour empêcher Blum de prendre des mesures d'interdiction. Peut-être poussera-t-on une pointe d'offensive contre les ligues fascistes. Mais ici les radicaux veulent que la « liberté » démocratique soit garantie afin de faire comprendre (avec Jouhaux) qu'ils n'accepteront ni un « fascisme de gauche », ni « la dictature des masses ». L'heure de rire est passée et Monsieur Campinchi a bien dit que si l'on ne trouvait pas un moyen pour rendre raisonnable les masses il faudra se rappeler les camps de concentration de l'Allemagne dont on pourrait avoir la réplique en France. Mais l'essentiel c'est de bien comprendre qu'à Clichy comme en Tunisie les ouvriers ne se sont pas heurtés aux fascistes mais aux forces répressives de l'Etat. Ce n'est donc pas contre une provocation exclusive des groupes fascistes que se sont élevés les ouvriers mais contre la provocation de la police voulant imposer brutalement les normes de la démocratie bourgeoise, respectant la « liberté » pour tous.

Pour nous le sang versé à Clichy, fait tâche avec celui versé maintes fois dans les luttes de Paris au nom de la lutte prolétarienne. Dans la phase tourmentée où nous sommes entrés actuellement, il est l'indice d'une maturation des événements qui verront, nous l'espérons, le prolétariat retrouver le chemin des luttes pour la destruction de l'Etat capitaliste. Tous les éclairs de lucidité du prolétariat, tous les réveils de la lutte prolétarienne après des phases si profondes de décadence, sont marqués par des massacres qui représentent une rançon historique que paye le prolétariat pour retrouver le chemin de sa libération.

Et rien ne pourra mieux traduire notre commémoration des Communards qui les premiers ont emprunté la grande voie de la libération insurrectionnelle des exploités, que l'hommage que rend notre fraction à ceux qui sont tombés à Clichy et dans les colonies françaises. Ils sont tombés comme avant garde d'un vaste mouvement qui ranimera la lutte révolutionnaire des masses. Ils appartiennent aux communistes internationalistes et non aux « industriels de cadavres » qui veulent appeler les ouvriers à en faire volontairement des troglodytes au régime capitaliste. Nous inclinons notre drapeau devant les morts de Clichy, le drapeau de la révolution mondiale pour laquelle ils sont tombés et qui triomphante demain, les inscrira parmi les pionniers du renouveau de la lutte du prolétariat mondial.

Monsieur Vandervelde défend le Marxisme

Les représentants les plus qualifiés de la vieille garde du P. O. B., ceux qu'avec un peu d'ironie le planiste De Man appelle « les mous », sont passés à l'opposition « marxiste » dans la social-démocratie belge. D'une part, Louis de Brouckère, Vandervelde entraînant à leur suite les troupes turbulentes des Jeunes Gardes et les « gauchistes » de la Fédération Bruxelloise; d'autre part, les ministres De Man, Spaak, épaulés par les bonzes de la Commission Syndicale et, semble-t-il, par la majorité du P. O. B. qu'effrayent un peu les formules du type : « Ordre, autorité, Nation » ou « Socialisme-National », mais qui approuvent l'action de leurs ministres.

En apparence, cette situation est née de l'affaire Borgraeve, cet attaché « officieux » à l'Ambassade belge de Madrid, qui fut tué pour on ne sait quelle histoire, et au sujet duquel l'ineffable Spaak, chambardeur d'hier, exigeait un million de réparation. Aujourd'hui, il ressort que le Borgraeve en question était un requin financier, compromis dans le scandale du Crédit National Foncier, aurait peut-être comparu en Correctionnelle.

C'est à la suite des exigences du gouvernement belge (correspondant presque exactement aux sommes recueillies parmi les ouvriers belges pour le soutien du gouvernement espagnol) que Vandervelde se désolidarisa de ses collègues socialistes et démissionna du cabinet Van Zeeland.

Que se passait-il exactement en Belgique? Pourquoi des opportunistes avérés se dégageaient-ils de leurs fonctions ministérielles pour se retrouver « marxistes, internationalistes », sans toutefois « cesser d'être Belges et d'aimer notre pays »? Pourquoi ce réveil « d'orthodoxie » parmi les fossiles du réformisme d'entre-Quatrième?

Nous comprendrions mal la situation et n'expliquerions pas grand chose si nous surprenions les élucubrations d'un Vandervelde, d'un Spaak, d'un De Man, en leur attribuant une trop grande importance. L'expérience de ces dernières années prouve qu'au sein du P. O. B. on passe avec la plus grande facilité de la gauche (ou de l'extrême gauche) à la droite et vice-versa et ce chassé-croisé n'est que l'expression d'une cohérence parfaite entre tous ces courants pour maintenir l'emprise du capitalisme parmi les masses. Aussi facilement que Spaak a pu passer de son rôle de chef de la gauche socialiste révolutionnaire à celui de chef de l'extrême droite et de représentant de « Belgique-Toujours », Vandervelde a sauté de son poste de ministre à celui de gardien de « l'orthodoxie marxiste » et des traditions internationalistes du prolétariat belge.

Si l'on examine la situation, même en Belgique, nous arriverons à comprendre la réalité de ces culbutes et le pourquoi de toutes ces conversions. Depuis la grève générale du mois de juin 1936, le capitalisme se trouve en proie à des difficultés qu'il ne peut surmonter qu'en accentuant son attaque contre une classe ouvrière qui tend à lui opposer ses luttes revendicatives. Les grèves de juin ont été canalisées après bien d'incidents dont les plus significatifs furent certes la conjonction des chefs socialistes et des gendarmes pour empêcher l'occupation des puits et des usines, d'où il aurait été peu commode de déloger les prolétaires, seulement avec des promesses. C'est que le capitalisme belge n'avait plus la perspective d'une éventuelle dévaluation et sa marge de manœuvre s'était rétrécie au cours de l'année de « Paix sociale » qui fut aussi celle de l'Exposition Universelle. L'augmentation du volume des exportations et partant « la reprise économique » dont avaient tant parlé les charlatans du « Plan du Travail » ne s'étaient pas produites malgré les incantations et les siges cabalistiques qui avaient accompagné la dévaluation. Le